



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 27 juillet 2020

Création d'un secrétariat d'État à l'Éducation prioritaire : un signal inquiétant d'accélération de la casse des REP

Dimanche 26 juillet a été annoncée la création d'un nouveau secrétariat à l'Éducation prioritaire, auprès du ministre de l'Éducation nationale. La nouvelle secrétaire d'État est Nathalie Elimas, ancienne députée de la majorité. Pour SUD éducation, la création d'un secrétariat d'État à l'Éducation prioritaire est le signe de la volonté du ministère d'aller au bout, au plus vite, de sa réforme de l'Éducation prioritaire.

Rappelons que les grandes lignes de cette réforme sont prévues par le rapport Mathiot-Azéma, publié en octobre 2019. L'aspect le plus saillant est la disparition pure et simple prévue pour l'ensemble des Réseaux éducation prioritaire (REP), seuls les Réseaux éducation prioritaire renforcés (REP+) étant maintenus. Pour le reste, les perspectives sont en cohérence avec la politique libérale menée par le ministère : absence de moyens supplémentaires, contractualisation des moyens et territorialisation (dans la lignée de la mise en place des "cités éducatives"), attaques sur les garanties statutaires (en adossant notamment une tranche de la prime REP+ à des formations pendant les congés). La seule mesure de bon sens, l'attribution de la prime REP+ aux personnels AED et AESH, est trop limitée et reste sujette à caution, étant explicitement soumise à des arbitrages budgétaires ultérieurs.

SUD éducation dénonce la casse des REP prévue dans la réforme annoncée de l'éducation prioritaire. Ce nouveau signe d'une accélération à prévoir du calendrier de la réforme doit alerter les personnels : SUD éducation les appelle à multiplier les prises de position et à mettre en débat dès à présent les perspectives de mobilisation contre ce projet délétère.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

